

# Mensonges et légitimation

## dans la construction nationale en Ukraine (2005-2010)

L'HISTORIOGRAPHIE UKRAINIENNE est celle d'une nation jeune, en pleine construction, dont l'histoire est discontinue et fortement liée à l'histoire russe, polonaise et, pour certaines régions, autrichienne, hongroise, tchécoslovaque, etc. Depuis l'indépendance, en 1991, les historiens s'évertuent à produire un *grand narrative* de la nation, la faisant remonter, en l'absence de véritable continuité chronologique, géographique et étatique, à la Rous' kiévaine, puis à la principauté de Galicie, passant ensuite aux Cosaques zaporogues, aux deux tentatives éphémères d'indépendance en 1918-1919, et enfin à l'invasion allemande de l'URSS en juin 1941.

Cette production historiographique a pris naissance dès le tournant des années 1990 dans le berceau du nationalisme ukrainien, à Lviv, la capitale de l'Ukraine occidentale, avant de s'étendre progressivement au centre du pays et à la capitale, Kiev. Durant la présidence de Viktor Iouchtchenko (2005-2010), notamment, a été menée jusque par les plus hautes instances du pouvoir une relecture de l'histoire dont le but était, face à l'ancienne épopée soviétique de la « Grande Guerre patriotique <sup>1</sup> », de créer un récit de l'histoire nationale fondé sur des stratégies d'héroïsation et de victimisation <sup>2</sup> des seuls Ukrainiens ethniques et occultant la composante multiculturelle du pays, et de retracer les « efforts de libération » et de construc-

Delphine Bechtel, Université Paris-IV Sorbonne, CIRCE – Centre interdisciplinaire de recherches centre-européennes.

1. C'est ainsi qu'on appelle en russe la Seconde Guerre mondiale.
2. David Marples, *Heroes and Villains: Creating National History in Contemporary Ukraine*, Budapest/New York, Central European University Press, 2007.

tion de l'État ukrainien. Cela n'est pas allé sans un certain révisionnisme, concernant notamment les périodes sombres de l'histoire, comme la Seconde Guerre mondiale.

### **La construction d'un récit nationaliste galicien en Ukraine occidentale**

Depuis les années 1990, les intellectuels et les édiles de Lviv, capitale de la région historique de Galicie (l'ancienne Lemberg autrichienne, puis la Lwów polonaise de l'entre-deux-guerres), ont entrepris de réinventer le passé de leur région. L'appellation « Galicie », tombée en désuétude sous l'ère soviétique, a été réinvestie avec une réactivation folklorique du mythe habsbourgeois (ouverture de cafés « viennois », marques de produits alimentaires faisant référence à la tradition « galicienne »). Ce particularisme s'est exprimé notamment à travers la revue *Ėi* (nommée d'après la lettre *ï*, qui distingue l'alphabet ukrainien de l'alphabet russe), dirigée par Taras Vozniak et financée par la Fondation Heinrich Böll, qui a défendu dans les années 2000 une version douce du nationalisme local, consacrant plusieurs numéros tant aux conflits qu'à la réconciliation polono-ukrainienne et judéo-ukrainienne. Vozniak veut œuvrer en faveur d'une intégration rapide de l'Ukraine à l'Europe et a soutenu l'idée de faire

de Lviv la « Strasbourg de l'Europe centrale de l'Est » et la capitale culturelle d'une Ukraine tournée vers l'Occident<sup>3</sup>.

Dans cette région, berceau du nationalisme ukrainien, rurale et ukrainophone (contrairement à l'est du pays, industriel et russophone), gréco-catholique (contrairement à l'Est orthodoxe) et nationaliste (contrairement à l'Est, culturellement plus lié à la Russie), les fidèles de l'OUN (Organisation des nationalistes ukrainiens), mouvement ukrainien terroriste, fasciste, xénophobe et antisémite fondé en 1929, et de sa branche combattante l'UPA (Armée insurrectionnelle ukrainienne) se réveillent. Le parti UNA-UNSO (Assemblée nationale ukrainienne/Organisation national-socialiste ukrainienne), parti nationaliste ouvertement pronazi qui s'est renommé Svoboda (Liberté) après sa dissolution en 2004, et ses sbires bottés brandissant des drapeaux rouges et noirs évoquant les couleurs nazies défilent régulièrement lors des manifestations locales. Son leader, Oleh Tiahnybok, également élu député en 2002 au sein de la coalition Notre Ukraine de Iouchtchenko, dont il est l'un des soutiens, mène régulièrement campagne avec les slogans « L'Ukraine aux Ukrainiens » et « Dehors les Moscovites et les Juifs ».

Depuis les élections locales de 2009 et 2010, Svoboda dispose d'une influence déterminante dans les conseils régionaux de Lviv et de Ternopil<sup>4</sup>,

3. Delphine Bechtel, « Lemberg/Lwów/Lvov/Lviv : identités d'une "ville aux frontières imprécises" », *Diogène*, n° 210, 2005, p. 73-84. Voir *Ėi*, n° 29, *Genius loci. Leopoldis. Lviv. Lemberg. Lwów*, 2003.

4. Aux élections locales de 2010, le parti Svoboda a obtenu entre 20 % et 30 % des voix en Galicie et un tiers des sièges au conseil municipal de Lviv.

tandis que les discours et les thématiques nationalistes ont gagné droit de cité dans toute la région. D'autant qu'un certain nombre de députés de l'ancienne UNA-UNSO siègent désormais sous l'étiquette d'autres partis, comme Andriy Shkil, réélu plusieurs fois député de Lviv dans le Bloc Ioulia Tymochenko. Cette radicalisation de la vie politique locale et l'acceptabilité croissante des thèses nationalistes extrémistes se sont vite traduites par la décision des conseils municipaux de la région de renommer des rues en l'honneur de nationalistes ukrainiens de l'OUN/UPA et d'ériger des monuments à ces leaders fascistes, impliqués dans la purification ethnique de la Galicie (les massacres de Polonais en 1942-1943 en Volhynie et en Galicie, ainsi que la collaboration avec les nazis dans l'anéantissement des Juifs).

Ainsi, le musée d'Histoire de la ville de Lviv présente depuis 2006 une exposition dédiée aux « efforts de libération du peuple ukrainien » qui glorifie en réalité les bataillons Nachtigall et Roland, composés d'Ukrainiens embrigadés par les nazis, qui ont marché sur Lviv en juin 1941 en portant l'uniforme de la Wehrmacht, et la division SS-Galizien, constituée de volontaires ukrainiens ayant prêté serment à Hitler en 1943. Les théoriciens du fascisme ukrainien, tel Dmytro Dontsov, ainsi que les leaders de l'OUN/UPA, notamment Stepan Bandera et Roman Shukhevytch, deux fascistes et criminels de guerre notoires, sont célébrés à Lviv comme des figures de la quête d'indépendance ukrainienne. Relèvent particu-

lièrement de la désinformation et du négationnisme les changements délibérés des légendes qui accompagnent les photos historiques et les objets exposés : les appellations allemandes ont disparu au profit de traductions ukrainiennes anodines, et le terme « SS » est carrément supprimé. Ainsi les bataillons Nachtigall et Roland apparaissent désormais sous la dénomination « Division des nationalistes ukrainiens », tandis que la division SS-Galizien devient l'inoffensive « Première Division ukrainienne », faisant croire à l'existence d'une armée ukrainienne indépendante des nazis. L'uniforme exposé a de surcroît été expurgé des galons, têtes de mort et insignes SS, tandis qu'une mention en petits caractères indique qu'il s'agit d'une « reconstitution ». C'est tout le passé collaborationniste de l'Ukraine que l'on cache ici aux visiteurs, afin de rendre acceptable l'héroïsation de criminels de guerre ayant collaboré avec les nazis.

Parallèlement, une véritable invention de l'histoire héroïque nationale se met en place, comme le démontre le complexe mémoriel inauguré en 2007 au cimetière Lytchakiv, à Lviv. Dominant l'ancien cimetière des défenseurs polonais de Lwów morts en combattant les indépendantistes ukrainiens en 1918-1919, les autorités locales ont construit un immense mausolée, avec un ensemble de stèles commémoratives aux « combattants pour la liberté » de l'Ukraine, ceux de 1918-1919, puis de 1941-1945 comme le bataillon Nachtigall et la SS-Galizien. Cette dernière est commémo-



Tombe du soldat inconnu de la division SS-Galizien, cimetière Lytchakiu, Lviv. Inscription : « Ici repose un combattant inconnu de la Division « Galicie », qui a donné sa vie pour la liberté du peuple ukrainien à la bataille de Brody en juillet 1944 ». La division SS-Galizien est ici commémorée comme unité ayant combattu l'Armée rouge, notamment à travers la bataille de Brody (petite ville de Galicie, à 80 % juive à l'époque – c'est la ville natale de Joseph Roth), où l'armée allemande encerclée subit une cuisante défaite. Cliché Delphine Bechtel, 2007

Stèle à la mémoire de la division SS-Galizien, cimetière Lytchakiu, Lviv. Inscription visible sur cette face de la colonne : « 1re Division "Galicie" ». Le mot « SS » a disparu de l'appellation. Cliché Delphine Bechtel, 2007

rée par une tombe du soldat inconnu, la seule au monde qui soit dédiée à un soldat de la SS <sup>5</sup>.

Comme dans les manuels d'histoire récents, on cherche à accréditer les « dates clés » de la construction de l'État ukrainien : l'éphémère indépendance de 1918-1919, puis l'« Acte du 30 juin 1941 », par lequel Yaroslav Stetsko, un des dirigeants de l'OUN proche de Bandera,

proclama l'indépendance – proclamation inattendue et annulée une semaine plus tard par les nazis <sup>6</sup>.

S'inscrivant davantage dans la tradition du martyrologe, des monuments commémoratifs aux victimes des persécutions stalinienne ont été dressés devant les prisons des rues Zamarsynivska et Lonskoho, où le NKVD avait fait

5. Voir Grzegorz Rossolinski-Liebe, « Der Raum der Stadt Lemberg in den Schichten seiner politischen Denkmäler », *Kakanien Revisited*, 2009, accessible à partir de la page <[www.kakanien.ac.at/beitr/fallstudie/GRossolinski-Liebe1/?page=2&alpha=r](http://www.kakanien.ac.at/beitr/fallstudie/GRossolinski-Liebe1/?page=2&alpha=r)>, cons. août 2012.
6. Malgré les bonnes volontés collaborationnistes de Stetsko et des autres dirigeants de l'OUN face à l'invasion allemande, à laquelle ils participèrent, malgré leur antisémitisme et leur vision d'un État ukrainien fasciste sur le modèle de la Slovaquie de Tiso ou de la Croatie de Pavelic, l'indépendance de l'Ukraine ne correspondait pas aux projets d'Hitler.

*Vitrine du musée d'histoire de la ville de Lviv:  
Uniforme de la SS-Galicien sans les galons et insignes  
de la SS, présenté comme une « reconstitution ».  
À l'arrière-plan: affiche de propagande antisoviéti-  
que et antisémite de 1943, publicité en ukrainien pour  
l'enrôlement dans la SS: « Venez combattre le bolche-  
visme dans les rangs de la Division galicienne ».  
Cliché Delphine Bechtel, 2007*



abatte plus de 3 000 détenus en juin 1941, juste avant l'invasion allemande. Les Ukrainiens ethniques y sont montrés comme les seules victimes du stalinisme, alors que les déportations et la soviétisation forcée ont touché en premier lieu les élites polonaises et les Juifs. Plus encore, nulle part ne sont mentionnés les pogromes sanglants du mois de juillet 1941, perpétrés notamment par la milice et les nationalistes ukrainiens, qui ont fait près de 7 000 morts à Lviv, justement sur le terrain de ces mêmes prisons, et plusieurs dizaines de milliers en Ukraine occidentale.

Si la ville de Lviv a pu être justement caractérisée à la fois de « jungle mémorielle » et de « palimpseste mémoriel <sup>7</sup> » au vu de la valse des

monuments qui a accompagné les nombreux bouleversements étatiques qu'elle a traversés, elle est aujourd'hui placée sous le signe d'une ukrainisation de plus en plus radicale et d'une politique de commémoration sélective, voire délibérément tronquée.

### **L'historiographie comme entreprise étatique: les stratégies de légitimation scientifique de l'OUN/UPA**

Tout cela n'aurait pas été possible sans la politique mémorielle menée au plus haut niveau de l'État depuis la révolution orange et l'élection du président Iouchtchenko. Ce dernier a poursuivi tout au long de son mandat une politique d'ukrainisation et de nationalisation du pays qui

7. Rossolinski-Liebe, *art. cit.* (notre traduction).

s'appuie sur les vues des milieux de la diaspora ukrainienne liés à l'OUN/UPA tout comme sur celles des néonationalistes d'Ukraine occidentale. Pour étayer sa politique de construction mémorielle, il s'est doté d'un appareil étatique : en 2005, il fonde l'Institut pour la mémoire nationale, créé sur le modèle de l'institut éponyme en Pologne, dont le but est de diffuser l'interprétation officielle de l'histoire. En premier lieu, par une loi de 2006, la Grande Famine ukrainienne est érigée au rang de génocide et tout négationnisme en la matière constitue désormais une infraction à la loi. L'Holodomor<sup>8</sup>, souvent appelé « holocauste », supplante le génocide des Juifs dans le discours victimaire officiel. Des chiffres fantaisistes allant jusqu'à dix millions de morts ukrainiens sont cités, tandis qu'est occultée la dimension transversale de cette Grande Famine stalinienne, qui s'est étendue jusqu'à la Volga et au Kazakhstan.

Mais il s'agit surtout de fonder un discours héroïque : depuis 2005, lors des commémorations de la fin de la Seconde Guerre mondiale, Iouchtchenko met sur un pied d'égalité les vétérans de l'Armée rouge et ceux qu'il appelle « les combattants pour la liberté » de l'Ukraine. Il octroie

aux vétérans de l'UPA des décorations ainsi que l'accès à une pension d'ancien combattant, et réhabilite Roman Shukhevytch, chef du bataillon Nachtigall et de l'UPA, en lui décernant fin 2007 le titre de « héros de l'Ukraine »<sup>9</sup>.

Trois institutions officielles collaborent sous la présidence de Iouchtchenko à l'entreprise de blanchiment de l'OUN/UPA : l'Institut pour la mémoire nationale, le Centre pour l'étude du mouvement de libération, établi en 2002 à Lviv et dirigé par l'historien Volodymyr Viatrovytch, et surtout le SBU, le Service de la Sécurité d'État, qui a remplacé le KGB et a hérité de ses archives, sur lesquelles il dispose d'un monopole. Les trois institutions se soutiennent et se corroborent mutuellement, fonctionnant grâce à un réseau de jeunes historiens acquis à la cause de l'OUN/UPA. Viatrovytch est l'un des plus actifs : en 2006, il publie un livre fondé sur des citations tronquées qui dénie tout antisémitisme au sein de l'OUN<sup>10</sup> ; en 2007, il tente de réhabiliter la mémoire du bataillon Nachtigall en faisant remonter la « légende autour de Nachtigall », c'est-à-dire l'accusation de massacres, notamment de pogromes, à une tentative soviétique pour déstabiliser le gouvernement Adenauer dans les

8. On désigne par ce mot, qui signifie en ukrainien « extermination par la faim », la grande famine qui fit entre 3 et 5 millions de victimes en Ukraine en 1932-1933.
9. Décrets présidentiels d'octobre 2007 n° 966/2007 relatif à la commémoration du 65<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'UPA ; n° 958/2007 relatif à la remise de décorations de l'État ukrainien aux participants à la lutte de libération nationale ; n° 965/2007 relatif à l'octroi du titre de héros de l'Ukraine à R. Shukhevytch.
10. Volodymyr Viatrovytch, *Stavlennia OUN do evreiv : Formuvannia pozvysii na tli katastrofy*, Lviv, MS, 2006.

années 1960<sup>11</sup>. En 2008, Oleksandr Ishchuk, un autre jeune historien travaillant aux archives du SBU, déterre un texte qui exonérerait l'OUN de toute implication dans les pogromes : d'après cette « chronique » datée du 4 juillet 1941, la Gestapo aurait invité les Ukrainiens à en commettre un à Lviv, mais l'OUN aurait interdit à ses membres d'y participer<sup>12</sup>. Toutefois, selon l'historien ukraino-américain John-Paul Himka, ce document, comme bien d'autres, a probablement été écrit après 1943, à un moment où l'organisation, sentant le vent tourner, avait donné l'ordre d'expurger et de trafiquer ses archives afin de donner l'impression que c'étaient les Allemands et les Soviétiques qui étaient coupables d'actes antisémites, et non les Ukrainiens<sup>13</sup>.

Il faut rappeler que, depuis des décennies, une vaste œuvre de propagande est menée par des idéologues des milieux ukrainiens immigrés notamment au Canada, en Angleterre et en Alle-

magne, qui vise à présenter l'histoire de l'OUN/UPA comme celle d'organisations démocratiques, pro-occidentales, voire philosémites. Parmi les plus connus, Mykola Lebed', ancien leader de l'OUN et fondateur de l'UPA, recruté par la CIA (qui ne répugnait pas à incorporer d'anciens nazis et fascistes), dont les archives ont été récemment transférées au Harvard Ukrainian Institute, avait détruit et redactylographié tous les originaux des années de guerre, procédant ainsi à une falsification à grande échelle ; l'équipe réunie à Toronto autour du vétéran de l'UPA Petro Potichnyj a pour sa part publié dans la longue série de volumes *Litopys UPA* les chroniques (soigneusement expurgées de toute mention d'antisémitisme) de l'UPA. Pour parler de la France, mentionnons Volodymyr Kosyk, docteur en histoire de l'université Paris-I – Sorbonne (!) et vice-directeur de l'Université ukrainienne libre de Munich, auteur d'un ouvrage paru en 1986 à Paris, *L'Allemagne national-socialiste et l'Ukraine*, qui réus-

11. « Lehenda pro Nachtigall » (en ukrainien), reproduit sur la page <<http://memorial.kiev.ua/content/view/539/149/>>, déc. 2007, cons. 21 août 2012.

En 1959, lors du procès de Theodor Oberländer, référent allemand de Shukhevych dans la Wehrmacht et alors ministre en RFA, l'Union soviétique, par le biais de la RDA, a rendu publics des documents sur les atrocités commises par les membres de l'OUN.

12. Voir « Security Service of Ukraine reveals documents that unmask Soviet myths about the OUN », *Den'*, <[www.day.kiev.ua/196130](http://www.day.kiev.ua/196130)>, 12 févr. 2008, cons. 21 août 2012. Sur les pogromes, voir Delphine Bechtel, « Les pogroms en Galicie, 1941 : des pages blanches de l'histoire à une histoire en pointillés ? », dans Luba Jurgenson, Alexandre Prstojevic (dir.), *Des témoins aux héritiers : l'écriture de la Shoah et la culture européenne*, Pétra, 2012, p. 111-130 ; John-Paul Himka, « The Lviv Pogrom of 1941 : The Germans, Ukrainian Nationalists, and the Carnival Crowd », *Canadian Slavonic Papers/Revue canadienne des slavistes*, vol. 53, n° 2-4, 2011, p. 209-244.

13. John-Paul Himka, « True and False Lessons from the Nachtigall Episode », *Brama*, <[www.brama.com/news/press/2008/03/080319himka\\_nachtigall.html](http://www.brama.com/news/press/2008/03/080319himka_nachtigall.html)>, 19 mars 2008, cons. 21 août 2012.

sit le tour de force de ne pas receler un mot sur la collaboration ou la destruction des Juifs d'Ukraine. Citons encore Petro Myrtychuk, ancien de l'OUN, dont les pamphlets nationalistes suintent l'antisémitisme primaire<sup>14</sup>. On n'hésite pas à recourir à la mystification pour présenter l'UPA comme philosémite : ainsi, le même Myrtychuk publie la pseudo-autobiographie de Stella Krentsbakh, une Juive ukrainienne qui aurait dû sa survie à l'UPA, texte qui s'est révélé être un faux mais reste fréquemment cité.

Dans le sillage de ces travaux de la diaspora, des publications et des colloques sont organisés en Ukraine afin de prouver que les Ukrainiens et les Juifs combattaient côte à côte contre le totalitarisme et le régime communiste, et que les atrocités qui ont été reportées par les témoins juifs seraient en réalité le fait du KGB, lequel aurait envoyé des agents soviétiques déguisés en Ukrainiens pour tuer des Juifs<sup>15</sup> !

Enfin, en décembre 2008, le directeur de l'Institut pour la mémoire nationale, Ihor Ioukhnovskyy, attèle ses historiens à la tâche la plus ardue : la réhabilitation du chef de l'OUN lui-même, l'extrémiste fasciste Stepan Bandera. Dans ce but, Iouchtchenko déclassifie en janvier 2009 une nouvelle fournée de documents sur l'OUN/UPA conservés au SBU<sup>16</sup> et, fin janvier 2010, juste avant de quitter le pouvoir, décerne le titre de « héros de l'Ukraine » à Bandera. Entre-temps, les historiens ont rivalisé pour célébrer le nouveau héros, à tel point que la désinformation, la manipulation des sources, le négationnisme et même la légitimation de massacres finissent par obtenir droit de cité, y compris dans les milieux universitaires. Témoigne des errances de l'époque le volume *Strasti za Banderou* (*Les passions autour de Bandera*), édité en 2010 par un collectif d'historiens – dont Tarik Amar et Yaroslav Hrytsak, de Lviv –, qui juxtapose sans commentaire des textes de pure idéologie glorifiant le leader fasciste

14. Pour plus de détails, voir Grzegorz Rossolinski-Liebe, « Celebrating Fascism and War Criminality in Edmonton. The Political Myth and Cult of Stepan Bandera in Multicultural Canada », *Kakanien Revisited*, 29 déc. 2010, accessible à partir de la page <[www.kakanien.ac.at/beitr/fallstudie/GRossolinski-Liebe2/?page=2&alpha=r](http://www.kakanien.ac.at/beitr/fallstudie/GRossolinski-Liebe2/?page=2&alpha=r)>, cons. 21 août 2012 ; Per A. Rudling, « The OUN, the UPA and the Holocaust: A Study in the Manufacturing of Historical Myths », *Carl Beck Papers in Russian & East European Studies*, n° 2107, 21 déc. 2011.
15. Propos tenus par Valentyn Nalyvaytchenko, président du SBU, dans « KGB provoked Ukrainian-Jewish conflicts: SBU publicised documents », <[www.axisglobe.com/article.asp?article=1533](http://www.axisglobe.com/article.asp?article=1533)>, cons. janv. 2010 (des trois liens vers cette information, tous ont été désactivés depuis – signe de la mystification ?), et Oleksandr Ishchuk ; cf. Sofia Grachova, « Unknown Victims: Ethnic-Based Violence of the World War II Era in Ukrainian Politics of History after 2004 », *Danyliw Lecture 2008*, <[www.ukrainianstudies.uottawa.ca/pdf/Danyliw08%20Grachova%20Paper.pdf](http://www.ukrainianstudies.uottawa.ca/pdf/Danyliw08%20Grachova%20Paper.pdf)>, cons. 21 août 2012.
16. Voir le décret présidentiel du 23 janvier 2009 relatif à la déclassification, la publication et l'étude de documents d'archives liés au combat pour la libération nationale ukrainienne, aux répressions politiques et au Holodomor en Ukraine.

et d'autres, plus nuancés<sup>17</sup>. En offrant un forum et une plate-forme respectables à ce type d'opinion antidémocratique, les deux historiens de Lviv, eux-mêmes modérés, cautionnent et légitiment hélas un discours xénophobe et dangereux.

### **La présidence Iouchtchenko, un passé difficile à effacer ?**

Voulant ancrer l'identité ukrainienne dans un récit héroïque fondé sur des faits d'armes et réhabiliter les chefs de guerre liés à l'OUN/UPA, Iouchtchenko a tenté de faire reconnaître des narrations historiques empreintes d'idéologie, de nationalisme ethnique, de xénophobie, et d'ériger en héros des personnages suspects et criminels. Cette tentative a échoué, ne serait-ce que parce que la moitié orientale du pays, russophone et au passé lié aux partisans soviétiques et à l'Armée rouge, l'a refusée. Les conseils municipaux de villes comme Kharkiv, Donetsk ou Lugansk ont réagi vivement contre les mesures présidentielles, et à Kharkiv, Simferopol, Sumy, etc., ont été érigés, en signe de protestation, des monuments aux victimes de l'UPA, comme il en existe aussi beaucoup en Pologne. La politique mémorielle de Iouchtchenko a donc divisé le pays en deux, isolé l'Ukraine de ses voisins et de l'Europe, et décrédibilisé la recherche et les milieux académiques ukrainiens, tout en les subordonnant

à des institutions d'État chargées de produire une version gouvernementale de l'histoire.

Certes, le nouveau président, Viktor Yanoukovytch, a annulé le titre de héros de l'Ukraine décerné à Bandera et à Shukhevych, a fait retirer le qualificatif de génocide à la Grande Famine, a renvoyé Ioukhnovskiy et Viatrovytch de leurs postes et a placé les instituts de recherche et le SBU sous l'autorité du nouveau pouvoir.

Toutefois, ces mesures, également antidémocratiques par ailleurs, n'effacent pas le mal fait durant l'ère de la présidence orange. L'extrême droite progresse fortement en Ukraine; le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, qui se déploient jusque sur les terrains de football, où les supporters du club Karpaty Lviv arborent des drapeaux nazis, s'étalent à ciel ouvert. L'ouest du pays s'est encore radicalisé et vote désormais pour le parti Svoboda plutôt que pour les partis orange, déconsidérés par la faillite du président sortant et l'incarcération de Ioulia Tymochenko.

En face, Yanoukovytch remet de l'ordre de manière autoritaire, allant jusqu'à intimider les chercheurs nationalistes: Ruslan Zabilyi, à l'époque directeur du musée de la prison « Tюрма на Лонскохо » à Lviv, a ainsi été soumis en septembre 2010 à une garde à vue musclée de quatorze heures par le SBU, qui lui a confisqué

17. Tarik C. Amar, Ihor Balyns'kyi, Yaroslav Hrytsak (dir.), *Strasti za Banderoiu*, Kyiv, Hrani-T; voir également la critique du livre par Franziska Bruder, <<http://defendinghistory.com/strasti-za-banderoju-%E2%80%98bandera-passion%E2%80%99-by-franziska-bruder/25453>>, 20 nov. 2010, cons. 21 août 2012.

son ordinateur<sup>18</sup>. Certes. Mais, d'un autre côté, Svoboda jouit d'une toute-puissance et d'une impunité totale : n'a-t-il pas réussi à empêcher une série de conférences de l'historien polonais Grzegorz Rossolinski-Liebe, qui vient d'achever à l'université de Hambourg une thèse sur Bandera et qui était invité en Ukraine par l'ambassade d'Allemagne et la Fondation Heinrich Böll pour parler de Bandera en tant que fasciste<sup>19</sup>? Quand des centaines d'extrémistes de Svoboda ont entouré l'ambassade en brandissant des panneaux traitant le jeune historien de « fasciste », « nazi », « ukrainophobe » et le comparant à... Goebbels, il y eut très peu de réactions de la part de la communauté scientifique ukrainienne et même internationale. Des jeunes chercheurs ont été intimidés, menacés de perdre leur bourse ou leur soutien institutionnel s'ils signaient la pétition en sa faveur. Personne n'ose se mesurer à Svoboda, qui gagne sur tous les plans, reléguant

la critique de Bandera au rang d'une « provocation » allemande ou, comme on l'a prétendu bien à tort, d'une bravade d'un historien fantasque qui serait à la solde du Parti des régions, le parti de Yanoukovytch.

L'entreprise de blanchiment de l'OUN/UPA et des périodes les plus noires de l'histoire ukrainienne se poursuit dans les milieux de l'émigration, et même dans les départements d'études ukrainiennes des universités d'outre-Atlantique, comme à Harvard, où Viatrovytch a trouvé un refuge comme chercheur invité. En Ukraine occidentale, les mentalités n'ont pas changé et se sont même trouvées confortées par les ennuis que le nouveau régime fait subir aux nationalistes. Dans le même temps, la recherche continue d'être assujettie au pouvoir, dans une Ukraine de plus en plus poutinisée ou rien d'approchant la liberté et l'indépendance de la recherche et de l'histoire n'existera avant longtemps...

18. Voir « Petition by historians in response to detention of their colleague Ruslan Zabily », <<http://khp.org/en/index.php?id=1284550630>>, 15 sept. 2010, cons. 21 août 2012.

19. Per A. Rudling, Jared McBride, « Ukrainian Academic Freedom and Democracy under Siege », *The Algemeiner*, <[www.algemeiner.com/2012/03/01/ukrainian-academic-freedom-and-democracy-under-siege/](http://www.algemeiner.com/2012/03/01/ukrainian-academic-freedom-and-democracy-under-siege/)>, 1<sup>er</sup> mars 2012, cons. 21 août 2012.